

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 202 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Gênes et l'Europe

**L'**APRÈS-GÈNES n'est pas fini, et ne doit pas être décrété. En aucun cas. L'enjeu est important pour l'Europe, si elle se veut espace de liberté. En ce sens, l'enquête que les autorités italiennes mènent sur le comportement de leur police lors du sommet du G 8 va bien au-delà d'une question technique de maintien de l'ordre. A l'évidence, les forces de police ont été débordées les 19, 20 et 21 juillet par les manifestants anti-mondialisation réunis à l'occasion de ce sommet des pays les plus industrialisés. Elles ont été mal préparées et surprises face à la violence de quelques centaines de manifestants - sur 200 000 - venus casser, détruire et aggraver. Elles ont vraisemblablement été mal encadrées et mal commandées par des chefs eux-mêmes dépassés. La police suédoise avait connu certains de ces déboires quelques semaines plus tôt, lors du sommet européen de Göteborg. Sans doute n'est-il pas inutile qu'ici et là au sein de l'Union, en Allemagne et en Italie notamment, on évoque un effort commun face à ce type de contestation violente - même si le maintien de l'ordre reste de la seule compétence nationale.

Mais là n'est pas le vrai problème. A Gênes - et pas à Göteborg -, il y a eu plus que des dérapages policiers. A en croire tous les témoignages recueillis jusqu'aujourd'hui, il y a eu, à deux occasions au moins, une violence policière systématique, presque programmée contre des manifestants pacifiques ou, pis, contre des personnes détenues. C'est ce

qui s'est passé lors de la « perquisition » de la police dans l'école dite Diaz utilisée comme dortoir par des manifestants parfaitement paisibles : ils y ont été littéralement agressés par des forces de l'ordre au comportement de voyous. C'est ce qui s'est passé, en beaucoup plus grave encore, à la caserne dite de Bolzaneto, où avaient été regroupées nombre de personnes appréhendées. Là, pas d'interrogatoire ni de contrôle d'identité, mais une sorte d'opération punitive programmée par certaines unités de la police. De jeunes Européens ont été sauvagement tabassés, menacés de viol, obligés de rester plus de dix heures debout face à un mur tête ensanglantée, maintenus sans soins, insultés et volés par les policiers. Certains magistrats italiens n'hésitent pas à parler de torture.

Le premier, le président italien, Carlo Azeglio Ciampi, a tiré la sonnette d'alarme. Deux enquêtes sont en cours, l'une parlementaire, l'autre gouvernementale. Elles doivent aboutir, faire la vérité. L'Union européenne ne peut pas, ne doit pas être un espace de violences policières, sauf à renier les valeurs que ses dirigeants proclament à tout bout de champ. On ne peut disserter à longueur de rapport sur le déficit démocratique de l'Europe et tolérer des faits d'une telle gravité. Nombre de jeunes Européens ont engagé des poursuites contre l'Etat italien. On se prend à rêver : et si l'Union, un de ses organes dirigeants, dans un geste à la fois symbolique et très concret, prenait en charge leurs frais de justice ?

## Urgence démocratique en Europe

**LE LIVRE BLANC** de Romano Prodi sur la « *bonne gouvernance* » en Europe a fait long feu. Les rares gouvernements des Quinze qui se sont exprimés sur le sujet ont considéré qu'il s'agissait, au mieux, d'une « *utile contribution* » au débat européen, au pis, d'une collection de lieux communs sur le mauvais état de l'Union. Pour une part, l'initiative du président de la Commission européenne méritait mieux que cet opprobre poli : M. Prodi a le mérite d'avoir engagé sa réflexion il y a près de deux ans, à un moment où les élites européennes croyaient encore que le « *déficit démocratique* » n'était qu'un débat d'intellectuels sans fondement. Ils ont déchanté. Sur fond de référendum irlandais et de manifestations de Göteborg et Gênes, l'Europe offre aujourd'hui les signes d'un profond malaise, d'une véritable crise démocratique : jamais depuis vingt ans – les sondages l'attestent –, le fossé séparant les citoyens ordinaires de ceux qui sont censés les représenter, hommes et institutions politiques confondus, n'a été aussi grand.

Quarante-huit pour cent seulement des Européens jugent que l'appartenance de leur pays à l'Union est une bonne chose. Après un demi-siècle de construction communautaire, un tel résultat constitue un véritable camouflet pédagogique pour tous ceux dont le rôle devrait être de faire comprendre à leurs concitoyens le lien étroit les unissant aux décisions européennes. Rien d'étonnant à cela, puisque, dans tous les Etats membres, Bruxelles joue traditionnellement le rôle de bouc émissaire. Las, la longue maturation de Romano Prodi s'est arrêtée au stade d'un diagnostic stérile.

La montagne de l'institution bruxelloise (près de 2 500 intervenants ont participé au débat sur la « *bonne gouvernance* ») a accouché d'une souris. Hormis une collection de « *y a qu'à* » et de « *il faut que* », M. Prodi ne propose guère de solutions concrètes pour sortir l'Union de l'ornière où les gouvernements des Quinze, mais aussi la Commission, l'ont fait tomber.

Aucune autocritique, aucune remise en cause du mode de fonctionnement et de communication de l'exécutif européen. Ce n'est évidemment pas « *un usage accru des différents instruments politiques* » à la disposition des institutions qui suffira à rétablir un climat de confiance profondément miné.

Nul n'est prophète en son pays : dans la lettre qu'il a adressée à Romano Prodi début juillet, Chris Patten, commissaire européen chargé des relations extérieures, avoue « *quelque appréhension à l'idée que le Livre blanc déçoive ceux qui le considèrent comme la contribution centrale de la Commission au débat européen* ». Il souhaite que celle-ci s'intéresse à des questions « *plus fondamentales* » sur la raison d'être et la vocation d'une Union élargie, et conclut que, si le Livre blanc est la mauvaise réponse, au moins doit-il être suivi d'un document ultérieur avant le sommet européen de Laeken, qui clôturera, en décembre, la présidence belge de l'Union.

En langage diplomatique, M. Patten dit assez clairement l'indigence du Livre blanc. La seule consolation de Romano Prodi pourrait être de constater que les ministres des affaires étrangères font preuve de la même sécheresse d'idées novatrices lorsque, com-

me ils l'ont fait récemment, ils entreprennent de réfléchir et de répondre au désenchantement européen. C'est d'ailleurs un curieux phénomène : autant, individuellement, les chefs de la diplomatie européenne sont souvent capables d'analyses pénétrantes sur l'état des lieux au sein de l'Union, autant, lorsqu'ils additionnent celles-ci, ils semblent frappés d'impuissance collective pour imaginer des remèdes. Ce qui est de mauvais augure pour l'élargissement : si l'Europe ne fonctionne pas à quinze, on voit mal comment elle ne serait pas frappée de sclérose lorsqu'elle comptera vingt-cinq Etats membres, à plus forte raison si le traité de Nice, qui porte en germe un blocage de la prise de décisions, n'est pas radicalement corrigé.

### MUR D'INCOMPRÉHENSION

Il serait pourtant erroné de penser que la crise de confiance que traverse l'Union est consubstantielle au processus de l'élargissement. S'il ne fait guère de doute que celui-ci a été engagé dans une sorte de fuite en avant, sans que l'on ait soupesé ses conséquences sur les politiques communes, le budget européen et le marché du travail de l'Union, et sans que les chefs d'Etat et de gouvernement aient jugé opportun d'expliquer le sens de leur démarche à leurs concitoyens, il en est de l'élargissement comme du reste de la construction communautaire : trop d'arrogance de la part des porte-parole du « *politique* », qui ne font pas l'effort de mettre leur langage, et celui des « *clercs* » européens, à la portée du plus grand nombre. C'est dans cet esprit que l'expression de « *déficit démocratique* » prend tout son sens.

La société civile a cependant trouvé une manière de revanche, comme on l'a vu à Gênes : « *Nous étions enfermés dans un bâtiment, isolés de la ville* », a reconnu Romano Prodi. Comment abattre ce mur d'incompréhension, rétablir le dialogue ? Les Quinze, en se livrant à une surenchère de contributions alimentant le débat sur la future architecture de l'Europe, ont-ils fait fausse route ? Ont-ils placé la charrue devant les bœufs, puisqu'il ne fait guère de doute qu'en s'opposant entre « *fédéralistes* » et défenseurs de l'« *Etat-nation* » ils confortent l'intérêt d'une poignée de spécialistes, tout en accentuant le fossé avec l'« *Europe des peuples* » ? « *Il faut aller plus loin qu'une simple introspection* », note Louis Michel, le ministre belge des affaires étrangères, et ce n'est pas une campagne de publicité à grande échelle qui changera la perception négative des Européens. »

Sans doute ne faut-il pas arrêter la réflexion en cours sur le devenir de l'Europe : le calendrier de l'élargissement, la nécessité de revoir la mauvaise copie de Nice, justifient la conférence intergouvernementale de 2004 et la déclaration politique de Laeken. Mais les Quinze ne peuvent s'en tenir à cette échéance : ils doivent modifier radicalement, sans attendre, leur façon de faire l'Europe. Ils doivent oser parler des « *valeurs* » qui unissent les Européens, lesquelles incluent, au moins pour les jeunes générations, la solidarité et la fraternité. Sans elles, à quoi bon proposer d'élargir la « *Communauté* » ? Il y a une « *urgence démocratique* » à parler d'Europe en termes différents.

Laurent Zecchini